



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination
des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial**

**A R R E T E n° 2020-DCPPAT-BE/ 281
en date du 12 octobre 2020**

portant prorogation de la validité de l'autorisation délivrée le 19 février 2018
à la société SAS MILLAC ENERGIE pour l'installation et l'exploitation d'un parc éolien
« La Croix de Chalais » sur la commune de Millac (86 150).

La préfète de la Vienne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite,
Chevalier du Mérite Agricole

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R512-74 et R 515-19;

Vu l'arrêté d'ouverture d'enquête publique en date du 27 mars 2017 pour une enquête qui s'est déroulée du 24 avril 2017 au 29 mai 2017 ;

Vu l'arrêté n° 2018-DCPPAT/BE-020 en date du 19 février 2018 autorisant la société SAS MILLAC ENERGIE à installer et exploiter un parc éolien « La Croix de Chalais » sur la commune de Millac ;

Vu la demande de prorogation du délai de validité de l'autorisation d'exploiter en date du 7 octobre 2020 ;

Vu l'arrêté n° 2020-SG-DCPPAT- 050 en date du 19 août 2020 donnant délégation de signature à monsieur Emile SOUMBO, sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Vienne;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Vienne ;

ARRETE

Article 1 - Décision

La durée de validité de l'autorisation d'exploiter susvisée est prorogée pour une durée de trois ans à compter du 19 février 2021, soit jusqu'au **19 février 2024**.

Bureau de l'Environnement
Affaire suivie par : Catherine CALLOT
Tél : 05 49 55 71 21
Mél : catherine.callot@vienne.gouv.fr
7 place Aristide Briand 86000 Poitiers
www.vienne.gouv.fr

Article 2: Publicité

En vue de l'information des tiers :

- Une copie de présent arrêté est déposée à la mairie de Millac et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 4: Délais et voies de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement et à l'article 15 de l'ordonnance du 26 janvier 2017, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée auprès de la cour administrative d'appel de Bordeaux (33) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture de la Vienne.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus.

Article 5: Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de la commune de Millac ainsi qu'à la société SAS MILLAC ENERGIE.

Poitiers, le 12 octobre 2020

pour la préfète et par délégation
le secrétaire général


Emile SOUMBO